

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-Groupe-Suez-souhaiterait-rester-en-Argentine-mais-devra-assouplir-sa-position>

Le Groupe Suez souhaiterait rester en Argentine mais devra assouplir sa position

- Argentine - Économie - Privatisées - Services Publics : eau, électricité, ordures, etc -

Date de mise en ligne : jeudi 11 décembre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le groupe français Suez a assuré au gouvernement argentin qu'il souhaitait rester dans le pays et lui a annoncé qu'il lui soumettrait sous peu un plan d'investissements pour 2004, selon un communiqué publié par sa filiale Aguas Argentinas. Le président de Suez Environnement a rencontré le ministre de la Planification Julio de Vido, en charge des relations avec les entreprises privatisées de service public.

Cette rencontre a eu lieu alors que les tensions entre Aguas Argentinas et les pouvoirs publics argentins ont atteint des sommets ces dernières semaines, notamment après des coupures d'eau jugées suspectes par certains observateurs en pleine phases de renégociation des tarifs. Au même moment le président d'Aguas Juan Carlos Cassagne a été remplacé par Yves Thibault de Silguy, jusqu'à présent vice-président exécutif de Suez. Un indice de l'importance que donne l'actionnaire cette affaire argentine. D'autant que le gouvernement argentin a évoqué à plusieurs reprises le retrait de la concession, pour non respect des engagements pris, notamment en matière d'investissements. D'ailleurs plusieurs rapports sont sortis sur le sujet en Argentine (Voir El Correo : ["[Un document lapidaire de l'Etoss sur Aguas Argentinas de Suez-Lyonnaise Eaux](http://www.elcorreo.eu.org/article.php3?id_article=993)"]-» http://www.elcorreo.eu.org/article.php3?id_article=993), dont celui de l'ETOSS qui souligne que l'entreprise a négligé ses obligations pour presque un milliard de pesos (dollars) depuis le début de la concession, en 1993. Plus d'un million de personnes à Buenos Aires n'ont pas d'égouts et plus de six millions sont en contact avec des eaux servies non dûment traitées.

Lors de sa visite le président de Suez Environnement aurait déclaré à son interlocuteur que Suez continuait à soutenir sa filiale, et lui aurait fait part "de la volonté du groupe de demeurer dans le pays". Julio de Vido a de son côté demandé à Aguas Argentinas de préparer un plan d'investissements pour 2004, prévoyant en particulier la construction d'ouvrages d'assainissement... Le gouvernement argentin attendrait d'Aguas Argentinas des investissements "nettement" supérieurs à 150 millions de pesos (45 millions d'euros) pour l'année qui vient. De plus la discussion n'a pu passer sous silence la procédure engagée par Suez contre l'Argentine devant le Centre international d'arbitrage relatifs aux investissements) de la Banque mondiale, réclamant à l'État argentin une indemnisation de 1700 millions de dollars pour les préjudices présumés provoqués par la dévaluation et le gel des tarifs Procédure qui a énormément choqué l'opinion publique en Argentine compte tenu des défaillances constatée dans la gestion de la concession et de la situation économique actuelle du pays. Le principe même d'augmentation de tarifs pour cause de pesification est insoutenable pour l'ensemble d'une population qui a du mal aujourd'hui à survivre correctement et où l'on constate tous les jours des cas de malnutrition dans les écoles du grand Buenos Aires. Les autorités de Buenos Aires auraient posé le gel de cette procédure comme préalable à l'ouverture de discussions avec Suez.

El Correo. Paris, 11 décembre 2003